



Envoyé en préfecture le 31/03/2026

Reçu en préfecture le 31/03/2026

Publié le 6 AVR. 2026

ID : 076-217604479-20260331-M_A26_1584-AI

S'LO

ARRETE N° 2026-245

VILLE DE MONTIVILLIERS PERSONNEL MUNICIPAL

Arrêté portant délégation de signatures
en matière de déclaration de perte de
documents d'identité
à Monsieur Maxime HOMONT
Adjoint administratif

Monsieur le Maire de la Ville de Montivilliers, Jérôme DUBOST,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-30,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 mars 2026, relative à l'élection du Maire de Montivilliers,

Considérant les besoins du service et afin de faciliter les démarches des administrés, il convient de déléguer les signatures en matière de déclaration de perte de documents d'identité sous la surveillance et la responsabilité du Maire,

Considérant la qualité requise de fonctionnaire titulaire pour la délégation de signature en matière d'état civil,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Monsieur Maxime HOMONT né le 26 juin 1989 à Le Havre, Adjoint administratif titulaire et agent d'accueil central de la mairie est délégué pour la signature de déclaration de perte de documents d'identité.

Article 2 : Le présent arrêté de délégation de signature, abroge le précédent arrêté et prendra effet dès sa transmission au contrôle de légalité,

Article 3 : Cette délégation sera exercée sous ma surveillance et ma responsabilité.

Article 4 : Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R.421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Article 5 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera

- Publié et notifié à l'intéressé(e),
- Transmis au contrôle de légalité,
- Transmis au Procureur de la République.

Fait à Montivilliers, le 23 mars 2026

Le Maire,
Jérôme DUBOST



Notifié le 30/03/26
Signature des agents

